



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA MANCHE

Direction des libertés publiques, de la réglementation et de l'environnement
Bureau de l'environnement, de l'urbanisme et du cadre de vie
N° 05-1254

- ARRETE -

**PORTANT AUTORISATION DE PROLONGER ET MODIFIER L'EXPLOITATION
D'UNE CARRIERE SUR LA COMMUNE DE SAINT MICHEL DE MONTJOIE**

Le Préfet de la Manche,
Chevalier de la légion d'honneur,

- VU le code de l'environnement,
- VU le code minier et l'ensemble des textes pris pour l'application dudit code,
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive,
- VU le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées en y insérant la rubrique n° 2510 relative aux exploitations de carrières,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre I du livre V du code de l'environnement),
- VU le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le schéma départemental des carrières de la Manche approuvé le 13 août 1999,
- VU les arrêtés préfectoraux des 11 mars 1975, 29 mars 1984, 21 mars 1988 et 11 juin 1999 autorisant la Société d'Exploitation des Carrières de Montjoie à poursuivre l'exploitation d'une carrière de granit sur le territoire de la commune de Saint Michel de Montjoie aux lieux-dits "Les Bourdonnières, Hallais IV, Rivière Marias, Rougereau, Legoupil, Lecerf, Neuve, Chailloux, Trochon et Hallais II",
- VU la demande et les pièces jointes déposées le 26 juillet 2004 et complétées le 12 octobre 2004 par la Société d'Exploitation des Carrières de Montjoie dont le siège social est situé à Vire, représentée par M. Jean-Claude Chatel, gérant, à l'effet d'être autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de Saint Michel de Montjoie aux lieux-dits « Chailloux » et « Bois Normand »,

VU les observations présentées lors de l'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur,

VU les avis exprimés lors de la consultation administrative,

VU les délibérations des conseils municipaux des communes concernées : Saint Michel de Montjoie, Saint Pois, Coulouvray-Boisbenatre, Lingeard, Le Gast, Saint Sever et Champ du Boul,

VU le rapport de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Basse-Normandie du 3 juin 2005,

VU l'avis de la commission départementale des carrières en date du 24 juin 2005,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement,

CONSIDERANT que la production de l'atelier de sciage et de taille du granit exploité par la Société d'Exploitation des Carrières de Montjoie à Saint Michel de Montjoie dépend des matériaux extraits dans la carrière,

CONSIDERANT que, conformément aux termes de l'article L 515-1, la durée de l'autorisation d'exploiter peut être portée à trente ans lorsque l'exploitation des terrains, dont le défrichement est autorisé en application des articles L 311-1 ou L 312-1 du code forestier, est associée à une industrie transformatrice nécessitant des investissements lourds,

Le demandeur entendu,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Manche,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

La Société d'Exploitation des Carrières de Montjoie dont le siège social est situé à Vire, représentée par son gérant, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de granit portant sur partie ou la totalité de la surface des parcelles suivantes :

Lieu-dit	Chailloux	Bois Normand
Section	AI	AI
Parcelles	150 et 152	1 et 2

représentant une superficie cadastrale totale de 671 234 m² et situées sur le territoire de la commune de Saint Michel de Montjoie.

Un plan cadastral précisant les parcelles concernées est annexé au présent arrêté.

L'autorisation porte sur les activités suivantes :

RUBRIQUE I.C.P.E	DESIGNATION DES ACTIVITES	A/D	DESCRIPTION
2510	EXPLOITATION DE CARRIERES, au sens de l'article 4 du code minier	A	Extraction de granit sur une superficie exploitable de : 50 520 m ²

ARTICLE 2 : DUREE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans, à dater de la notification du présent arrêté. La remise en état est incluse dans la durée d'autorisation.

ARTICLE 3 : GARANTIES FINANCIERES

3.1 - L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé au titre IV ci-dessous.
L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1-3° du code de l'environnement.

3.2 - Le document établissant la constitution des garanties financières doit être joint à la déclaration de début d'exploitation. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance.

3.3 - Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1.
Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.
L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

3.4 - Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

3.5 - Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1-1° du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

TITRE I - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 4 : DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

Préalablement à l'extraction de matériaux proprement dite, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet une déclaration de début d'exploitation en trois exemplaires.

Cette déclaration est adressée après qu'il ait été satisfait aux prescriptions des articles 21 et 22 du présent arrêté. Elle doit comprendre le document établissant la constitution des garanties financières.

ARTICLE 5 : RENOUELEMENT

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà de l'échéance fixée à l'article 2 ci-dessus, qu'en vertu d'une nouvelle autorisation, qui doit être sollicitée au moins 10 mois avant la date d'expiration, si la continuité de l'exploitation doit être assurée.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière, de l'installation de traitement des matériaux, allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, doit être porté à la connaissance de M. le préfet de la Manche.

ARTICLE 7 : DIRECTION TECHNIQUE DES TRAVAUX

Le bénéficiaire de l'autorisation doit porter à la connaissance de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Basse-Normandie (subdivision Manche Sud – Résidence les Platanes - rue de la Marne - BP 506 - 50006 Saint-Lô Cédex) le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux. A défaut, le représentant légal de la Société d'Exploitation des Carrières de Montjoie est réputé être chargé personnellement de cette direction.

ARTICLE 8 : AUTRES REGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de satisfaire aux réglementations autres que la législation des installations classées qui lui sont applicables, en particulier celles relevant des codes de l'urbanisme et forestier et de la législation relative à l'archéologie préventive.

Elle ne préjuge en aucune façon la suite qui sera réservée par l'autorité compétente pour l'application de ces autres réglementations.

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation de l'installation rendrait nécessaire dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement quelconque.

ARTICLE 9 : ACCIDENTS OU INCIDENTS

Tout accident ou incident intéressant la sécurité ou la salubrité publiques ou du personnel doit être porté **immédiatement** à la connaissance du préfet et de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement - subdivision Manche Sud.

Par ailleurs, l'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son établissement, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Cette déclaration doit être faite dans les meilleurs délais.

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes des phénomènes, les conséquences et les mesures prises pour y parer. Il communique ensuite, dans les meilleurs délais, la programmation des travaux qu'il compte engager pour éviter que de tels événements ne se reproduisent.

ARTICLE 10 : NOTIFICATION DE FIN DE TRAVAUX

Une notification à l'issue de la remise en état de chaque phase d'exploitation doit être transmise à l'inspection des installations classées.

Six mois au moins avant la date de fin de travaux ou d'expiration de la validité de la présente autorisation, en l'absence de dépôt d'une demande de renouvellement de l'autorisation, l'exploitant adresse au préfet de la Manche une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation,
- le plan de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement dont en particulier celles relatives à l'évacuation ou l'élimination des déchets présents sur le site et celles relatives à son insertion dans l'environnement.

En cas d'intention de poursuite de l'autorisation, l'exploitant adresse au préfet un dossier de demande de renouvellement de l'autorisation au moins 10 mois avant expiration de la validité de la présente autorisation.

TITRE II - PRESCRIPTIONS GENERALES

ARTICLE 11 : CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

L'exploitation de la carrière doit être conforme aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 12 : REGISTRES ET PLANS

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement - subdivision Manche Sud.

ARTICLE 13 : PREVENTION DES POLLUTIONS

13.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

13.2 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

REJETS D'EAU DANS LE MILIEU NATUREL

Eaux rejetées (eaux d'exhaure et pluviales) :

Le rejet des eaux dans le milieu naturel est interdit. Ces eaux pourront éventuellement être réutilisées à des fins industrielles par l'atelier de taille du granit jouxtant l'exploitation. Elles seront dans ce cas traitées dans les conditions prévues par l'exploitant dans son dossier de demande.

Un fossé drainant est réalisé le long du chemin d'accès au site d'exploitation du Bois Normand. Ce fossé recueille les eaux d'exhaure et pluviales issues de la carrière et les dirige vers un bassin de rétention. Les dimensions de cet ouvrage permettent de répondre aux épisodes pluvieux les plus importants. De plus, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Eaux de procédé des installations :

L'usage de l'eau à des fins industrielles est interdit sur les sites d'exploitation de Chailloux et Bois Normand, hormis pour l'arrosage des pistes et des stocks de matériaux.

Eaux usées

Les eaux usées domestiques provenant des installations annexes doivent être évacuées conformément à la réglementation en vigueur (arrêté du 6/05/1996 relatif aux fosses septiques et appareils utilisés en matière d'assainissement autonome).

13.4 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE - POUSSIÈRES

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole et à la bonne conservation des sites.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Carrière

L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage.

Les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin et notamment en période de sécheresse afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.

Les véhicules quittant le site ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. Si nécessaire, un dispositif permettant le nettoyage des roues et du châssis des véhicules est installé en sortie du site. Il doit être équipé d'un décanteur - déshuileur et son alimentation en eau est en circuit fermé.

ARTICLE 14 : BRUIT ET VIBRATIONS

14.1 - L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas être à l'origine de niveaux de bruit et d'émergence supérieurs aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous :

	JOUR période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	NUIT période allant de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
Niveaux limites admissibles de bruit en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)
Emergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée définies par l'arrêté du 23 janvier 1997	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsque l'installation est à l'arrêt.

Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2ème partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 août 1985. (J.O. du 10 novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A, LaeqT. L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

- 14.2 -** Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incident graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

- 14.3 -** Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

De plus, un contrôle des niveaux sonores est réalisé dès la mise en exploitation du site de Bois-Normand.

- 14.4 -** Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines.

Les tirs de mines sont interdits en période nocturne.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANDE DE FREQUENCE en Hz	PONDERATION DU SIGNAL
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures.

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan des mesures lui est adressé chaque année.

L'exploitant avertit le maire de la commune de Saint Michel de Montjoie (à moins que celui-ci accepte des modalités différentes d'information) et l'inspection des installations classées au moins 48 heures à l'avance, du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

ARTICLE 15 : DECHETS

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées par des installations dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant organise en particulier la collecte sélective des déchets tels que produits de vidanges; papiers, cartons, bois, plastiques ; cette liste non limitative étant susceptible d'être complétée en tant que de besoin. Dans l'attente de leur évacuation, ces déchets sont conservés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

L'exploitant est en mesure de justifier de l'élimination des déchets industriels spéciaux (huiles) dans des installations autorisées à les recevoir.

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions sont renvoyés au fournisseur lorsque le réemploi est possible.

Les emballages ayant contenu des substances explosives font l'objet d'un examen systématique afin de s'assurer qu'ils sont vides. Les conditions opératoires de cette vérification ainsi que les mesures de protection du personnel sont définies dans les documents d'exploitation. Les emballages ayant contenu des substances explosives peuvent ensuite, en accord avec le fournisseur et aux conditions fixées par ce dernier, être détruits sur place (déchiquetage, ...) sur un secteur de la carrière affecté et adapté à cette opération.

ARTICLE 16 : PRELEVEMENTS, ANALYSES ET CONTROLES

A la demande du service chargé de l'inspection des installations classées, il devra être procédé à des mesures physico-chimiques ou physiques des rejets liquides et atmosphériques, des émissions de bruits ou de vibrations ainsi que, en tant que de besoin, à une analyse des déchets et à une évaluation des niveaux de pollution dans l'environnement de l'établissement.

Dans ces conditions, les mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé dont le choix est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Les frais de prélèvements et d'analyses sont supportés par l'exploitant qui est tenu informé des résultats d'analyses.

ARTICLE 17 : HYGIENE ET SECURITE

17.1 - L'exploitation de la carrière, tant pour les travaux d'extraction que pour l'utilisation des explosifs est soumise aux dispositions des décrets n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières et n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives.

17.2 - Les installations sont conçues de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

Les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément.

17.3 - L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an.

Ces vérifications font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les défauts constatés auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais.

17.4 - La carrière doit être pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont judicieusement répartis dans les installations.
L'interdiction de fumer est affichée à proximité des stocks de liquide inflammable.

17.5 - Les moyens de secours sont signalés, leur accès dégagé en permanence, ils sont entretenus en bon état de fonctionnement.

- 17.6** - L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.
Celui-ci est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours.
L'exploitant établit les consignes de sécurité que le personnel doit respecter ainsi que les mesures à prendre (arrêt des machines, extinction, évacuation,...) en cas d'incident grave ou d'accident.
Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées à des emplacements judicieux.
- 17.7** - Des consignes générales de sécurité écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et l'appel des moyens de secours extérieurs.
- 17.8** - Les numéros d'appels et l'adresse des services de secours les plus proches sont affichés.
- 17.9** - Le personnel travaillant sur site doit disposer d'un moyen de communication téléphonique.

ARTICLE 18 : SECURITE PUBLIQUE

- 18.1** - L'accès et les abords de toute zone dangereuse de la carrière doivent être interdits par une clôture solide et efficace. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.

L'accès à la carrière est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.

- 18.2** - En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.

ARTICLE 19 : PRESERVATION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique.

L'exécution des éventuels travaux, prescrits par ailleurs, de diagnostics, de fouilles ou d'éventuelles mesures de conservation, menés au titre de l'archéologie préventive, est un préalable à la réalisation des travaux dans les zones nouvellement autorisées à l'exploitation par le présent arrêté.

ARTICLE 20 : INVENTAIRE DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

Avant toute opération de déboisement, l'exploitant fait réaliser par un écologue confirmé, choisi en accord avec l'inspection des installations classées, un inventaire faunistique et floristique rigoureux en mai et en juillet afin de s'assurer de l'absence d'espèces protégées dans les zones d'exploitation de la carrière.

Le compte rendu de cette étude est transmis à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 21 : PROTECTION VISUELLE

Des merlons de protection visuelle sont aménagés en périphérie des zones exploitées, y compris en bordure de la RD 282, de chaque côté. La hauteur de ces merlons ne doit pas dépasser 4 mètres.

La périphérie du site est plantée d'essences locales. Les plantations se font en pied de merlons.

ARTICLE 22 : VOIRIES

22.1 - L'utilisation des chemins doit se faire en accord avec leur gestionnaire. Aucun chargement ou arrimage de matériaux ne peut être réalisé sur le domaine public.

Après accord du gestionnaire de la RD 282, l'aire de stationnement des poids lourds en attente de chargement est aménagée et sa limite séparative avec la chaussée de la RD 282 est marquée.

22.2 - Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est présignalisé de part et d'autre (panneaux A 14 : danger, sortie de carrière) et un stop est implanté sur les chemins d'exploitation.

Il est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Les panneaux A14 avec panonceaux M9z « Carrière », « Boue » sont visibles et rétro-réfléchissants.

Des panneaux de type B 6a1 « stationnement interdit » avec panonceau M9 «sauf exploitant remplace les panneaux « stationnement interdit sur emprise du chantier ».

L'implantation de ces panneaux fait l'objet d'une demande d'un arrêté de police près du Conseil Général gestionnaire de la voie.

22.3 - La contribution de l'exploitant de carrière à la remise en état des voiries départementales et communales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales.

22.4- Des caniveaux à grilles verrouillées transversales, ou autre procédé, pour recueillir les eaux de ruissellement provenant de la carrière sont mis en place au niveau de chaque accès.

22.5- L'accès des véhicules (poids lourds, engins, etc.) à la carrière du Bois Normand, ainsi que leur sortie de ce site, est interdit par le chemin communale n°1 du hameau du Bois Normand de la commune de Champ du Boul.

TITRE III - EXPLOITATION

ARTICLE 23 : DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

23.1 - Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

23.2 - L'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1 ci-dessus. Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer ledit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est adressé à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Basse-Normandie (subdivision Manche Sud)).

Ces bornes facilement visibles et accessibles, doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

A l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doivent se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

ARTICLE 24 : PHASAGE

Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il sera possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans.

CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 25 : DEBOISEMENT

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phase correspondant aux besoins de l'exploitation.

ARTICLE 26 : DECAPAGE

26.1 - Le décapage des terrains doit être en accord avec le plan de phasage.

26.2 - Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

La hauteur des tas de terre végétale devra être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques.

26.3 - Les matériaux de découverte nécessaires à la remise en état, et estimés à un volume de 27 410 m³, sont conservés.

ARTICLE 27 : LIMITE DES EXCAVATIONS

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

ARTICLE 28 : MODALITES D'EXTRACTION

L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes.

28.1 - L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs, les blocs rocheux sont repris en pied de front au moyen d'engins mécaniques lourds.

28.2 - Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 10 mètres. Leur nombre est limité à 3. Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 300 m NGF à Chailloux et de 275 m NGF au Bois Normand.

Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale :

- à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas,
- à 5 mètres en fin d'exploitation .

28.3 - La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 5 m.

ARTICLE 29 : PRODUCTION

La production annuelle est fixée à **130 000 tonnes au maximum**.

Le volume maximal des produits à extraire est de 718 650 m³ (soit 1 940 355 tonnes), dont 393 982 m³ pour le site de « Chailloux » et 324 668 m³ pour le site du « Bois Normand »..

ARTICLE 30 : PERIODE DE FONCTIONNEMENT

Le fonctionnement des installations est autorisé de 8 h 00 à 17 h 30, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

TITRE IV - REMISE EN ETAT

ARTICLE 31 : REMISE EN ETAT

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et doit être terminée au plus tard à la date d'expiration de la présente autorisation.

Elle inclut également, le nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritiques divers, la suppression des installations fixes liées à l'exploitation proprement dite ou à des installations annexes.

ARTICLE 32 : MODALITES DE REMISE EN ETAT

Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux devra correspondre aux dispositions de la demande et au plan de remise en état annexé au présent arrêté.

La remise en état comportera notamment la mise en œuvre des mesures suivantes :

- le nettoyage du site de l'ensemble des vestiges,
- la remise en état des fronts de taille :
 - reprofilage visant à rompre leur linéarité,
 - écrêtage et talutage de façon à réduire leur pente en favorisant la revégétalisation. Le front supérieur, à l'exception des secteurs déjà remis en état, fera l'objet dans ce cadre d'un traitement particulier par création d'un premier gradin de sécurité d'une hauteur d'environ 3 mètres avec une banquette intermédiaire d'une largeur de 5 mètres environ.
 - reverdissement par des espèces favorisant leur stabilisation et intégration paysagère.
- la mise en sécurité,
- les plantations et la végétalisation du site avec des essences indigènes,
- la fermeture du site par des moyens appropriés et interdisant l'accès.

Concernant le site de Chailloux :

- la création d'un plan d'eau,
- son remblaiement partiel par des terres végétales et des stériles afin d'aménager le fond du bassin et d'obtenir plusieurs profondeurs favorisant le développement de la faune et de la flore aquatique.

Un compteur est judicieusement placé permettant d'estimer la durée de remplissage du plan d'eau lors de la remise en état.

Les résultats du comptage seront portés chaque mois sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

A l'issue d'une période équivalente à cinq années hydrologiques, un premier bilan hydrique détaillé sera établi et transmis à l'inspection des installations classées. Il devra permettre d'apprécier la faisabilité de la remise en état, dans des délais acceptables, prévue dans le dossier de demande (constitution d'un plan d'eau) ou proposer, le cas échéant, une modification des modalités de remise en état. Dans cette éventualité, la modification fera l'objet, après accord, d'un arrêté préfectoral complémentaire. Toutes les cinq années d'exploitation, un nouveau bilan hydrique sera réalisé pour valider les résultats précédents.

ARTICLE 33 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

- Période 1 : 38 039 euros pour une durée de 5 ans,
- Période 2 : 37 180 euros " " " " "
- Période 3 : 31 790 euros " " " " "
- Période 4 : 36 800 euros " " " " "
- Période 5 : 30 595 euros " " " " "
- Période 6 : 28 806 euros " " " " "

NB.: L'indice TP01 pris en compte est celui de janvier 2005 fixé à 515,8

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

ARTICLE 34 : REMISE EN ETAT NON CONFORME

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du code de l'environnement.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 35 : DROIT DES TIERS

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou d'extraction dont bénéficie le titulaire.

ARTICLE 36 : ABROGATION DES ARRETES ANTERIEURS

Les arrêtés préfectoraux des 11 mars 1975, 29 mars 1984, 21 mars 1998 et 11 juin 1999 sont abrogés

ARTICLE 37 : SANCTIONS

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement ou celles prévues par le code minier peuvent être appliquées.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène ou d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du Code Minier, le titulaire de la présente autorisation peut, après mise en demeure, se la voir retirer.

ARTICLE 38: PUBLICATION DE L'AUTORISATION

Mention du présent arrêté est inséré au recueil des actes administratifs.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la porte de la mairie pendant un mois, avec l'indication qu'une copie intégrale est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé. Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage. Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré, par les soins de la préfecture, dans deux journaux diffusés dans tout le département, aux frais de la société pétitionnaire.

ARTICLE 39 : AMPLIATION

Mme et MM le secrétaire général de la préfecture, le maire de Saint Michel de Montjoie, la sous-préfète d'Avranches, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Basse-Normandie, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur régional des affaires culturelles, le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, le directeur régional de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur de la Société d'Exploitation des Carrières de Montjoie.

Saint-Lô, le 11 AOUT 2005

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Marc MEUNIER

Copie transmise à :

**M. Jean-Claude CHATEL - Société d'exploitation des carrières de Montjoie
Z.I. Est - Avenue de Bischwiller - 14500 VIRE**

M. le sous-préfet d'AVRANCHES

Mme Catherine DE LA GARANDERIE - SAINT ROMPHAIRE

**MM les maires de SAINT MICHEL DE MONTJOIE
COULOUVRAY BOISBENATRE
SAINT POIS
LINGEARD
LE GAST
SAINT SEVER CALVADOS
CHAMP DU BOULT**

M. le directeur régional de l'environnement - HEROUVILLE SAINT-CLAIR

M. le directeur régional des affaires culturelles - HEROUVILLE SAINT-CLAIR

**M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
HEROUVILLE SAINT CLAIR**

M. l'ingénieur de l'industrie et des mines - MANCHE SUD

M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine - SAINT-LO

M. le directeur départemental de l'équipement - SAINT-LO

**M. le responsable de la MISE - S/C. du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
SAINT-LO**

M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt - SAINT-LO

M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales - SAINT-LO

**M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile - S/C. de M. le
directeur de Cabinet - SAINT-LO**

*Pour copie certifiée conforme à l'original,
Saint-Lô, le 11 août 2005
Pour le préfet,
l'attaché de préfecture,
Chef de bureau délégué,*

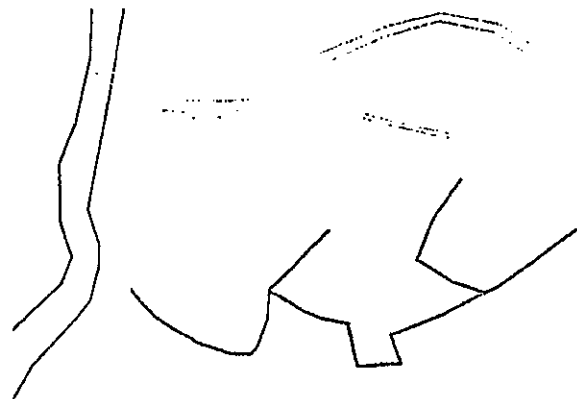
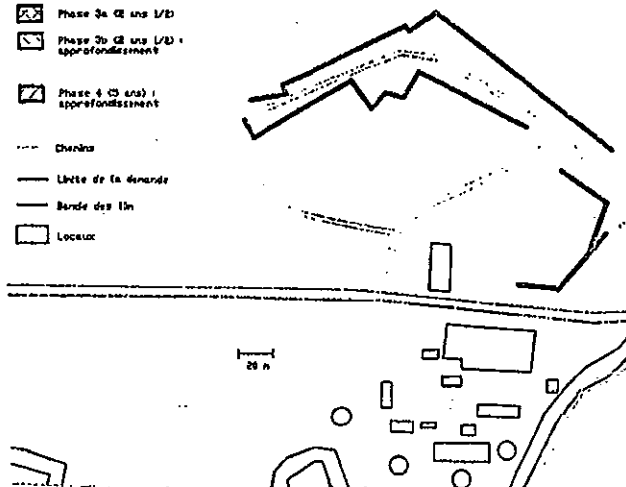

D. MOREL

Fronts actuels
Fronts futurs

Phase 1 (3 ans)
Phase 2a (1 an)
Phase 3a (2 ans 1/2)
Phase 3b (2 ans 1/2) : approfondissement
Phase 4 (3 ans) : approfondissement

Chemins
Ligne de la demande
Bande des 10m
Locaux

Fronts actuels de la carrière de Chailieux



Fronts actuels
Fronts futurs
Phase 2b (4 ans)
Phase 3 (3 ans) : approfondissement
Phase 4 (4 ans)

Chemins
Ligne de la demande
Bande des 10m

Fronts actuels de la carrière du Bois Normand

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral du 11 AOUT 2005
SAINT-LO (50)

Pour le Préfet,

~~Le Secrétaire Général~~

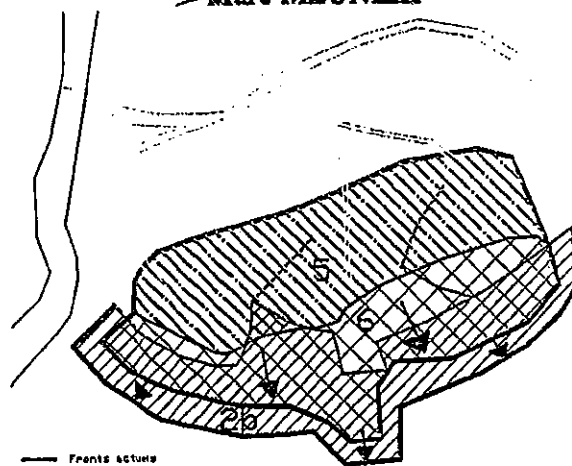
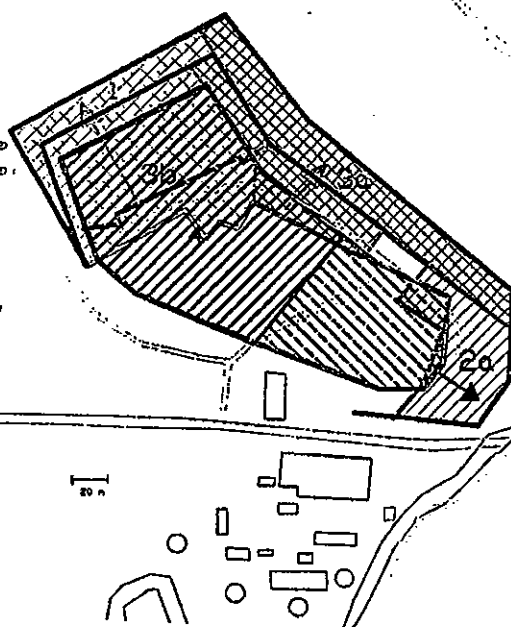
Marc MEUNIER

Phasage de l'exploitation de la carrière de Chailieux

Fronts actuels
Fronts futurs

Phase 1 (3 ans)
Phase 2a (1 an)
Phase 3a (2 ans 1/2)
Phase 3b (2 ans 1/2) : approfondissement
Phase 4 (3 ans) : approfondissement

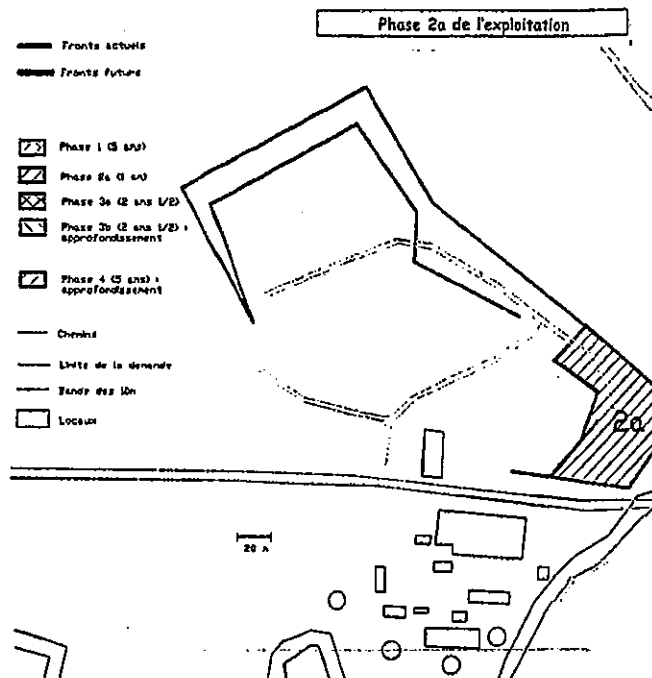
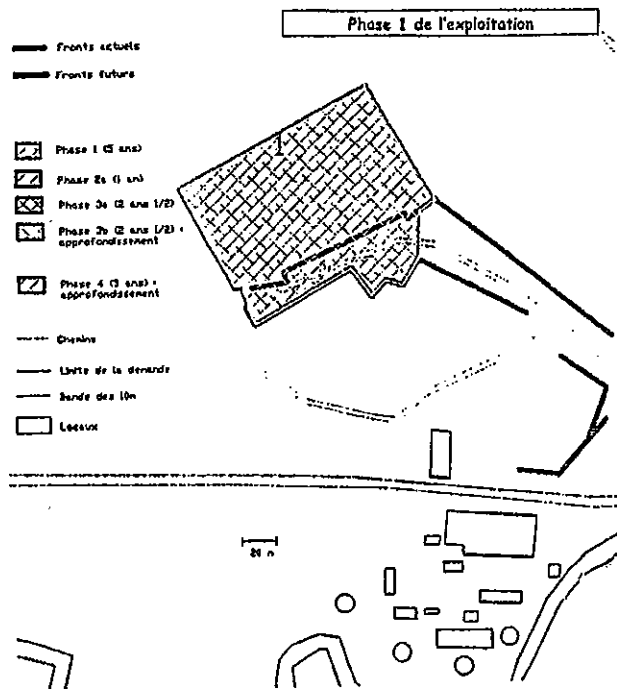
Chemins
Ligne de la demande
Bande des 10m
Locaux



Fronts actuels
Fronts futurs
Phase 2b (4 ans)
Phase 3 (3 ans) : approfondissement
Phase 4 (4 ans)

Chemins
Ligne de la demande
Bande des 10m

Phasage de l'exploitation de la carrière du Bois Normand

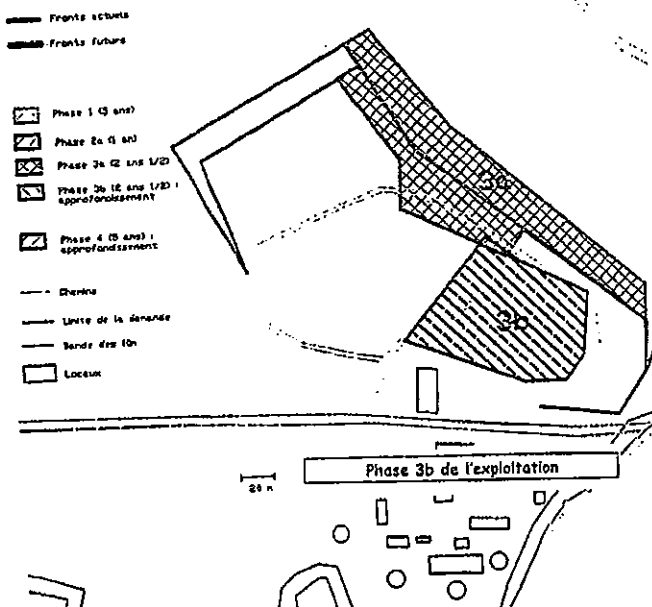
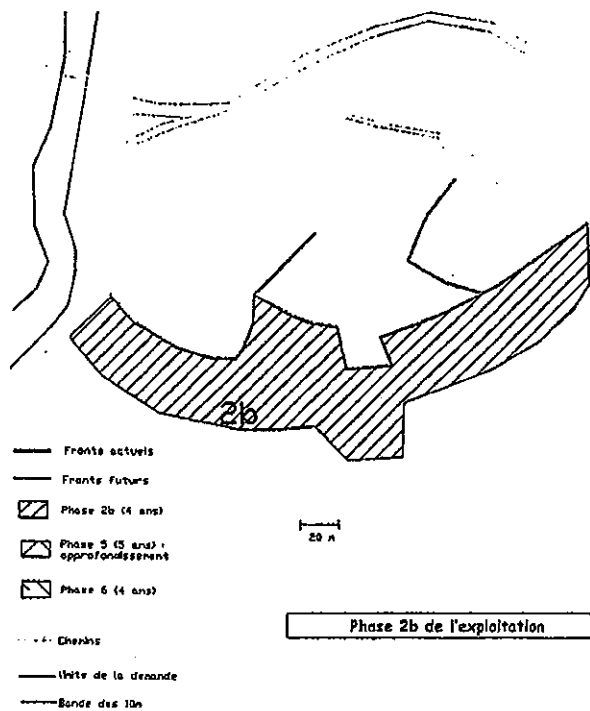


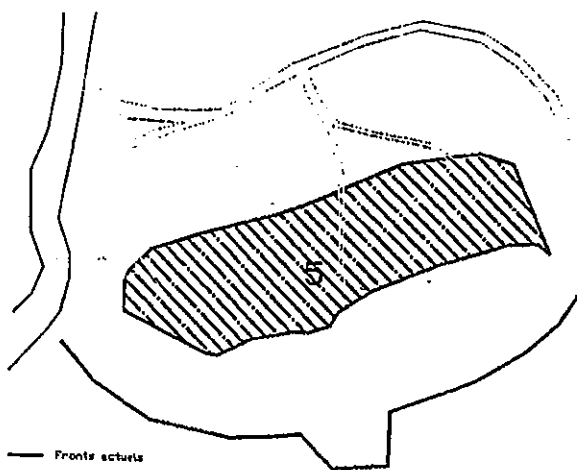
Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral du 14 AOUT 2005
SAINT-LO. 10

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Marc MEUNIER

Phase 3a de l'exploitation





- Fronts actuels
- Fronts futurs
- ▨ Phase 2b (4 ans)
- ▩ Phase 3 (3 ans) + approfondissement
- ▧ Phase 4 (4 ans)
- Chemins
- Limite de la demande
- Bande des 10n

20 m

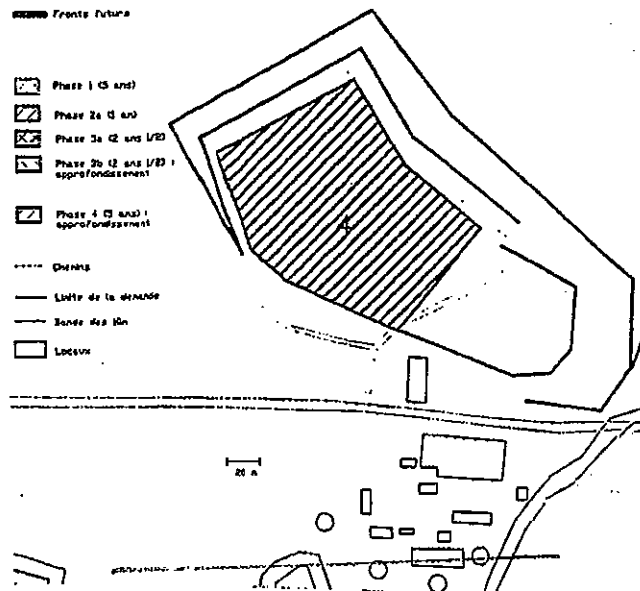
Phase 5 de l'exploitation

- Fronts actuels
- Fronts futurs

- ▨ Phase 1 (3 ans)
- ▩ Phase 2a (3 ans)
- ▧ Phase 2a (2 ans 1/2)
- ▩ Phase 2b (2 ans 1/2) + approfondissement
- ▧ Phase 4 (3 ans) + approfondissement

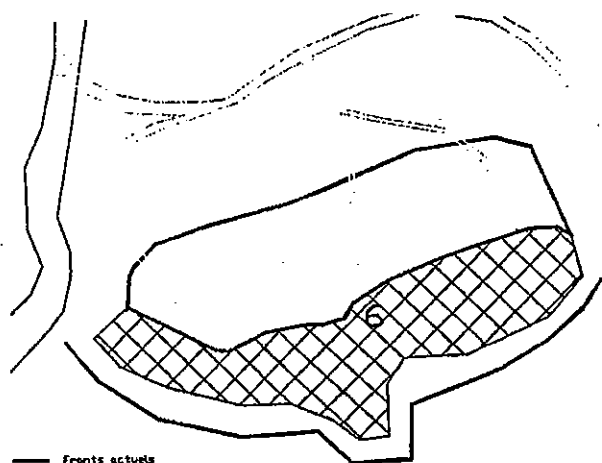
- Chemins
- Limite de la demande
- Bande des 10n
- Locaux

Phase 4 de l'exploitation



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral du 11 AOUT 2005
SAINT-LO

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



- Fronts actuels
- Fronts futurs
- ▨ Phase 2b (4 ans)
- ▩ Phase 3 (3 ans) + approfondissement
- ▧ Phase 4 (4 ans)
- Chemins
- Limite de la demande
- Bande des 10n

20 m

Phase 6 de l'exploitation

- Fronts actuels
- Fronts futurs

- ▨ Phase 1 (3 ans)
- ▩ Phase 2a (3 ans)
- ▧ Phase 2a (2 ans 1/2)
- ▩ Phase 2b (2 ans 1/2) + approfondissement
- ▧ Phase 4 (3 ans) + approfondissement

- Chemins
- Limite de la demande
- Bande des 10n
- Locaux

Fronts-futurs (aux termes des
30 ans) de la carrière de Chailloux

Marc MEUNIER

Fronts futurs (aux termes des 30 ans)
de la carrière du Bois Normand

